|  |  |
| --- | --- |
| Département d'Indre-et-Loire | République Française  COMMUNE DE CHARENTILLY |
| **Nombre de membres en exercice:** 15  **Présents :** 14  **Votants:** 15 | **Séance du 26 mars 2024**  L'an deux mille vingt-quatre et le vingt-six mars l'assemblée régulièrement convoquée le 26 mars 2024, s'est réunie sous la présidence de Madame Valerie BOUIN (Maire)  **Sont présents:** Madame Valérie BOUIN (Maire), Monsieur Ghislain GUYON (Adjoint au Maire), Madame Brigitte PARISIS (Adjointe au Maire), Monsieur Jean AGEORGES (Adjoint au Maire), Madame Muriel CHERUAU (Adjointe au Maire), Monsieur Marc RUE (Conseiller Municipal), Madame Ghislaine MOREAU (Conseillère Municipale), Monsieur Guillaume DUBOIS (Conseiller Municipal), Monsieur Quentin BONVALLET-DAMOISEAU (Conseiller Municipal), Madame Marie CHEPTOU (Conseillère Municipale), Madame Marie-Hélène LAMAMY (Conseillère Municipale), Monsieur Jacques MOTARD (Conseiller Municipal), Madame Christine LAVEAU (Conseillère Municipale), Monsieur Jacques BOULLENGER (Conseiller Municipal)  **Représentés:** Annie FONTAINE par Valérie BOUIN  **Excuses:**  **Absents:**  **Secrétaire de séance:** Jean AGEORGES |

**Ordre du jour**

-Nomination du secrétaire de séance

-Approbation du procès-verbal du Conseil du 16 janvier 2024

-Informations et décisions du Maire

-Modification des statuts de la Communauté de commune GATINE RACAN

-Adoption du rapport de la CLECT du 20 mars 2024

-Correction sur les amortissements- budget assainissement

-Etat récapitulatif annuel des indemnités perçues par les élus

-Subventions annuelles 2024 allouées aux associations

-Fiscalité directe : vote des taux d'imposition 2024

-Adoption du compte de gestion 2023-budget 64200 COMMUNE

-Adoption du compte administratif 2023-budget 64200 COMMUNE

-Affectation du résultat 2023-budget 64200 COMMUNE

-Adoption du budget prévisionnel 2024-budget 64200 COMMUNE

-Adoption du compte de gestion 2023-budget 64202 ASSAINISSEMENT

-Adoption du compte administratif 2023-budget 64202 ASSAINISSEMENT

-Affectation du résultat 2023-budget 64202 ASSAINISSEMENT

-Adoption du budget prévisionnel 2024-64202 ASSAINISSEMENT

-Adoption du compte de gestion 2023-budget 64204 BOULANGERIE

-Adoption du compte administratif 2023-budget 64204 BOULANGERIE

-Affectation du résultat 2023-budget 64204 BOULANGERIE

-Adoption du budget prévisionnel 2024-64204 BOULANGERIE

-Fixation du tarif pour les invités du repas des ainés

-Adressage

-Modification du tableau des effectifs

-Demande de dérogation pour l'organisation de la semaine scolaire sur 4 jours

-Protection sociale complémentaire : accord de principe de convention groupée de participation avec le CDG37

-Questions diverses

-Après Conseil

-**Nomination du secrétaire de séance :** Monsieur Jean AGEORGES est désigné secrétaire de séance

**-Approbation du procès verbal du Conseil du 16 janvier 2024**

Le procès-verbal est adopté à l'unanimité des membres présents ou représentés

**-Informations et décisions du Maire :**

* Un chauffe-eau a été remplacé à l'école pour un montant de 1098€
* La rétrocession du lotissement "Pièce de la Mare" a été signée le 08/02/2024
* La mise en place de trappes aluminium sur le poste de refoulement rue du Clos Faroux a été commandée à Véolia pour un montant de 3686€HT

Le registre d'état civil de 1943-1952 va être relié pour un montant de 1267.20€TTC

**Affaires soumises à délibérations :**

**Objet: Modification des statuts de la communauté de communes GATINE RACAN - DE\_2024\_008BIS**

Madame le Maire explique que lors de la séance du conseil communautaire en date du 6 décembre 2023, il a été présenté une délibération portant modification des statuts de la communauté de communes, nécessitée par une erreur matérielle antérieure. Il s’avère qu’une phrase concernant la création, l’aménagement et l’entretien de la voirie d’intérêt communautaire a disparu des compétences supplémentaires, alors que bien présente sur les statuts précédents de 2018.

Il convient de rectifier cette erreur.

Il est donc demandé aux communes membres de l'EPCI de bien vouloir se prononcer sur cette décision.

Madame le Maire invite les membres du conseil municipal à délibérer.

**Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, de ses membres présents ou représentés :**

* **APPROUVE la modification des statuts de l'EPCI ci-annexés ;**
* **AUTORISE madame le Maire à signer tout document se référant à ce dossier.**

**Objet: validation du rapport de la CLECT du 20 mars 2024 - DE\_2024\_009BIS**

**Le Conseil Municipal,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales,

**Vu** l'arrêté préfectoral n°181-262 du 19 décembre 2018 portant modifications statutaires de la communauté de communes de Gâtine et Choisilles - Pays de Racan,

**Vu** le rapport ci-annexé établi par la Commission Locale d’Evaluations des Charges Transférées (CLECT) lors de sa réunion en date du 20 mars 2024, portant sur l'évaluation des charges consécutives à :

* + A la compétence petite-enfance, enfance, jeunesse
  + A la compétence voirie
  + A la prise de compétence GEMAPI
  + A la prise de compétence PLU en fonction des dossiers de révision ou modification souhaité par les communes

**Et fixant** le montant total des attributions compensatrices à 1 963 922.71€ réparti entre :

- attributions de compensation négatives : -1 991 733.71 €

- attributions de compensation positives : + 27 811 €

Elles s’inscrivent en recettes comme suit :

- section de fonctionnement : 1 476 473.13 €

- section d'investissement : 487 449.58€

Le montant du reversement des attributions de compensation en fonctionnement pour la commune de Charentilly à la CCGR est de 34 935.10€ et de 60 000 € pour le reversement des attributions de compensation.

**Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide, à l'unanimité de ses membres présents ou représentés:**

* + - * **D’approuver le rapport, ci-annexé, établi par la Commission locale d'évaluation des charges transférées de la Communauté de Communes de Gâtine Racan qui s'est réunie en date du 20 mars 2024 ;**
      * **D'autoriser Madame le Maire ou son représentant à signer tout document se rapportant à ce dossier.**

**Objet: correction sur les amortissements-budget assainissement - DE\_2024\_010BIS**

Le budget Assainissement de Charentilly présente chaque année un équilibre plus difficile à trouver sur la section de fonctionnement.

Après analyse demandée auprès de la DDFIP, il s’est avéré qu’au-delà de la réflexion nécessaire sur la tarification aux usagers, des problématiques existaient sur les amortissements pratiqués et que celles-ci devaient être corrigées.

La principale anomalie porte sur les durées des amortissements de subventions qui ne sont pas systématiquement similaires à celles pratiquées sur les biens financés, ce qui ne correspond pas à la réglementation et minore fortement les recettes de fonctionnement.

Un ajustement a donc été opéré afin de corriger les durées actuellement enregistrées pour les amortissements de subventions, notamment celles correspondant aux travaux de la STEP (de 2011 à 2015).

La durée retenue pour l’amortissement de la STEP est de 30 ans et la durée d’amortissement des subventions sera donc calquée sur celle-ci .

La mairie n’a pas été en mesure de retrouver la délibération en vigueur dans la mesure où un incendie a détruit ses archives en 2014. Une nouvelle délibération sera prise pour acter des durées actuelles d’amortissements.

- **Les ajustements sur les amortissements de subventions** sont retracés dans le tableau annexe réalisé en accord avec le SGC

Ce tableau présente les ajustements effectués entre les différentes subventions, certaines ayant été trop amorties et d’autres pas assez.

Au final après ces rectifications, il subsistera un amortissement complémentaire à rattraper à hauteur de 8 808,67 €. Cet amortissement sera ajouté à la dotation de l’année 2024

Les fichiers de la collectivité seront mis en accord avec ceux du SGC après ces corrections afin de pouvoir comptabiliser des écritures correctes dès 2024.

**Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité de ses membres présents ou représentés :**

* **DECIDE de procéder aux corrections sur les amortissements du budget ASSAINISSEMENT 62402, comme proposé dans le tableau en annexe**
* **AUTORISE madame le Maire à signer tout document se référant à ce dossier.**

**Objet: etat récapitulatif des indemnités perçues par les élus - DE\_2024\_011BIS**

**État récapitulatif annuel des indemnités brutes perçues par les élus municipaux**

**au titre de l’année 2023**

Vu l’article L. 2123-24-1-1 du Code général des collectivités territoriales ;

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Indemnités de fonctions | remboursement de frais (kilométriques, repas,..) | avantages en nature | TOTAL des indemnités annuelles |
| Mme BOUIN Valérie, Maire | 19 596.40€ | 0€ | 0€ | 19596.40€ |
| M. GUYON Ghislain, 1er Adjoint | 8335.38€ | 0€ | 0€ | 8335.38€ |
| Mme PARISIS Brigitte, 2ème Adjointe | 8335.38€ | 0€ | 0€ | 8335.38€ |
| M. AGEORGES Jean, 3ème Adjoint | 8335.38€ | 0€ | 0€ | 8335.38€ |
| Mme CHERUAU Muriel, 4ème Adjointe | 8335.38€ | 0€ | 0€ | 8335.38€ |

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, prend acte de l’état récapitulatif annuel des indemnités perçues par ses membres.

**Objet: Subventions annuelles attribuées aux associations - DE\_2024\_012BIS**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L 2121-29,

**Vu** la proposition d’attribuer une subvention de fonctionnement aux associations de la Commune,

Suite à la commission Vie Associative qui s’est réunie le 25/03/2024 et la commission finances qui s’est réunie le 08/03/2024,

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **ASSOCIATIONS COMMUNALES** | **PROPOSITION COMMISSION** | **MONTANT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT POUR 2024** |
| **ACC : Amicale des Combattants de Charentilly** | 250 | **250.00 €** |
| **FILS D'ARGENT** | 600.00 | **600 €** |
| **USC (Union Sportive de Charentilly)** | 1 400.00 | **1 400.00 €** |
| **ASTRO GÂTINES** | 600.00 | **600,00 €** |
| **BOULE JOYEUSE** | 300.00 | **300,00 €** |
| **Atelier Créatif de la petite Choisille** | 1 000.00 | **1 000,00 €** |
| **COMITE DES FËTES** | 600.00  500.00 Bibliothèque achat de livres | **1100.00€** |
| **APEC (Association des Parents d’Elèves de Charentilly)** | 700.00 | **700 €** |
| **USEP (Union Sportive de l’Ecole Primaire)** | 950.00 | **950,00 €** |
| **ENVIRON CHARENTILLAIS** | 1 000.00 | **1000 €** |
| **CHARENTIFÊTE** | 1 200.00  500.00 fête du village | **1 700,00 €** |
| **Rugby Club 15 Gaulois Charentillais** | 800.00 | **800.00€** |
| **TOTAL** | | **10 400€** |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **ASSOCIATION SOCIALE DU TERRITOIRE** | **PROPOSITION COMMISSION** | **MONTANT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT POUR 2024** |
| **Solidarité Neuillé Pont Pierre-Neuvy le roi** | 130.00 | **130.00 €** |
| **Association BDE- IUT deTours** | 100.00 | **100€** |
| **Collège Joachim du Bellay** | 5.26 | **5.26€** |
| **Association PEP37** | 34 000 | **34 000.00€** |
| **TOTAL** | | **34 235.26€** |

**Entendu le rapport de Madame le Maire ;**

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité de ses membres présents ou représentés :**

* **Décide d’attribuer une subvention de fonctionnement pour un montant total de 10 400€, comme inscrit ci-dessus aux associations communales de Charentilly,**
* **Décide d'attribuer une subvention de fonctionnement pour un montant total de 130€ à**

**l'association Solidarité Neuillé Pont Pierre-Neuvy le Roi, association sociale du territoire,**

* **Décide d'attribuer une subvention de fonctionnement de 5.26€ au collège Joachim du Bellay de Chateau la Vallière**
* **Décide d'attribuer une subvention dite d'équilibre à l'association PEP37 d'un montant de 34 000€ pour 2 exercices, à savoir 2023 et 2024**
* **Décide d'attribuer une subvention de fonctionnement pour un montant total de 100€ à l'association BDE de l'IUT de Tours**
* **Précise que les crédits seront prélevés à l’article 65748 du Budget Primitif principal n°62400 Commune de Charentilly exercice 2024**
* **Précise que les crédits sont incrits au Budget Primitif Principal n°62400 Commune de Charentilly exercice 2024**
* **Autorise Madame le Maire à signer tous documents se rapportant à ce dossier.**

**Fiscalité directe : vote des taux d'imposition des taxes locales 2024 - DE\_2024\_013**

Conformément à la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980, le Conseil Municipal fixe chaque année les taux de la fiscalité directe locale dont le produit revient à la commune.

La loi de finances pour 2020 a acté la suppression intégrale de la taxe d’habitation sur les résidences principales.

Cette disparition du produit fiscal de la taxe d’habitation sur les résidences principales sera compensée pour les communes par le transfert de la part départementale de taxe foncière sur les propriétés bâties perçue sur leur territoire.

Madame le Maire rappelle que :

La taxe d’habitation demeure cependant pour les résidences secondaires et pour la taxe d’habitation sur les locaux vacants si délibération de la commune pour cette dernière. Le taux de taxe d’habitation est dorénavant figé au taux voté au titre de l’année 2019. La commune retrouvera la possibilité de moduler les taux de taxe d’habitation sur les résidences secondaires et les logements vacants à partir de 2023.

En effet, à compter de 2023, le taux de TH (sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale) peut à nouveau être voté et modulé par les collectivités locales en référence à l'article 1636 B sexies du CGI.

Madame le Maire propose, suite à ces informations, de maintenir les taux d'imposition en 2024 par rapport à 2023.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| TAXES MÉNAGES | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Taxe d’habitation\* : gel du taux sans modulation possible  (2020 : 14.38%) |  |  | 14.38% | 14.38% |
| Taux communal Issu de la fusion des taux de foncier bâti (de la commune + du département) | 38,56% (=22.08 %+ 16,48 %) | 38,56% | 38.56% | 38.56% |
| Taxe foncière sur les propriétés non bâties | 44.44 % | 44.44% | 44.44% | 44.44% |

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, de ses membres présents ou représentés :

- fixe et maintient le taux de la Taxe d'habitation (TH) pour l'exercice 2024 à 14.38%

- Fixe et maintient le taux de Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties pour l’exercice 2024 à 38.56 %

- Fixe le taux de Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties pour l’exercice 2024 à 44.44 %

- Autorise Madame le Maire ou son représentant à signer tout document se rapportant à ce dossier

Le Maire

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que la présente délibération peut faire l’objet d’un recours auprès du Tribunal Administratif (28 Rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans) dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

**Objet: Vote du compte de gestion -budget 62400 COMMUNE - DE\_2024\_014**

Le Conseil Municipal réuni sous la présidence de BOUIN Valerie

Après s'être fait présenter le budget unique de l'exercice 2023 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer :

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2022, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures :

1° Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023, y compris la journée complémentaire ;

2° Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2023 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires annexes ;

3° Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

- déclare que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2023, par le receveur, visé et certifié conforme, n'appelle ni observation ni réserve de sa part ;

**Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité de ses membres présents ou représentés :**

* **APPROUVE le compte de gestion tel que présenté ci- dessus ;**
* **AUTORISE madame le Maire à signer tout document se référant à ce dossier.**

**Objet: Adoption du compte administratif - budget 62400 COMMUNE - DE\_2024\_015**

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21 relatifs à la désignation d’un président autre que le maire pour présider au vote du compte administratif et aux modalités de scrutin pour les votes de délibérations,

**Considérant** que monsieur Ghislain GUYON, 1er adjoint, a été désigné pour présider la séance lors de l’adoption du compte administratif,

**Considérant** que madame Valérie BOUIN, Maire, s’est retirée et a quitté la salle pour laisser la présidence à monsieur Ghislain GUYON pour le vote du compte administratif.

**Monsieur Ghislain GUYON** explique le détail du compte administratif de l’exercice 2023 du Budget Principal Commune de Charentilly n°62400 dressé par l’ordonnateur, chapitre par chapitre et fonction par fonction tel que suit :

délibérant sur le compte administratif de l'exercice 2023 dressé par BOUIN Valerie après s'être fait présenter le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré,

1. Lui donne acte de la présentation faite du compte administratif, lequel peut se résumer ainsi :

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Investissement** | | **Fonctionnement** | | **Ensemble** | |
| **Libellé** | Dépenses ou Déficit | Recettes ou Excédent | Dépenses ou Déficit | Recettes ou Excédent | Dépenses ou Déficit | Recettes ou Excédent |
| Résultats reportés | 234 393.27 |  |  | 793 892.46 | 234 393.27 | 793 892.46 |
| Opérations exercice | 332 453.95 | 409 277.38 | 820 463.59 | 1 026 478.09 | 1 152 917.54 | 1 435 755.47 |
| Total | 566 847.22 | 409 277.38 | 820 463.59 | 1 820 370.55 | 1 387 310.81 | 2 229 647.93 |
| Résultat de clôture | 157 569.84 |  |  | 999 906.96 |  | 842 337.12 |
| Restes à réaliser | 12 000.00 | 32 980.41 |  |  | 12 000.00 | 32 980.41 |
| Total cumulé | 169 569.84 | 32 980.41 |  | 999 906.96 | 12 000.00 | 875 317.53 |
| Résultat définitif | 136 589.43 |  |  | 999 906.96 |  | 863 317.53 |

2. Constate, pour la comptabilité principale, les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

3. Reconnait la sincérité des restes à réaliser.

**Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité de ses membres présents ou représentés :**

* **APPROUVE le compte administratif tel que présenté ci- dessus ;**

**Objet: Affectation du résultat de fonctionnement - budget 62400 COMMUNE - DE\_2024\_016**

Le Conseil Municipal réuni sous la présidence de BOUIN Valerie

- après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice

- statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice

- constatant que le compte administratif fait apparaître un :

**excédent de 999 906.96**

décide d'affecter le résultat de fonctionnement comme suit :

|  |  |
| --- | --- |
| **Pour Mémoire** |  |
| Déficit antérieur reporté (report à nouveau - débiteur) |  |
| Excédent antérieur reporté (report à nouveau - créditeur) | 793 892.46 |
| Virement à la section d'investissement (pour mémoire) | 332 178.59 |
| **RESULTAT DE L'EXERCICE :** |  |
| **EXCEDENT** | **206 014.50** |
| **Résultat cumulé au 31/12/2023** | **999 906.96** |
| **A.EXCEDENT AU 31/12/2023** | **999 906.96** |
| Affectation obligatoire |  |
| \* A l'apurement du déficit (report à nouveau - débiteur) |  |
|  |  |
| Déficit résiduel à reporter |  |
| à la couverture du besoin de financement de la section d'inv. compte 1068 | 136 589.43 |
| Solde disponible affecté comme suit: |  |
| \* Affectation complémentaire en réserves (compte 1068) |  |
| \* Affectation à l'excédent reporté (report à nouveau - créditeur - lg 002) | 863 317.53 |
| **B.DEFICIT AU 31/12/2023** |  |
| Déficit résiduel à reporter - budget primitif |  |

**Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité de ses membres présents ou représentés :**

* **APPROUVE l'affectation de résultat tel que présenté ci- dessus ;**
* **AUTORISE madame le Maire à signer tout document se référant à ce dossier.**

**Objet: adoption du budget 2024 N°62400 "COMMUNE" - DE\_2024\_017**

Suite à la commission des finances qui s'est tenue le 08 février 2024

Considérant que les documents préparatoires au budget ont été envoyés aux conseillers municipaux le 14 mars 2024

**Considérant** qu’il convient que l’Assemblée délibérante effectue le choix du niveau de vote (chapitre, article, opération) préalablement à l’adoption du Budget,

**Après avoir entendu le rapport de Madame le Maire,**

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité de ses membres présents ou représentés,**

* **Décide** **du vote au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement, au niveau du chapitre pour la section d’investissement,**
* **avec les chapitres « opérations d’équipement »,**
* **sans vote formel sur chacun des chapitres,**
* **Adopte** l**e Budget Prévisionnel Commune de Charentilly n°62400 tel que proposé, équilibré, pour l’exercice 2024 tel que suit :**
  + **Section de fonctionnement :**
    - **Dépenses :1 929 925.16€**
    - **Recettes : 1 929 925.16€**
  + **Section d'investissement :**
    - **Dépenses : 611 430.08€**
    - **Recettes : 611 430.08€**

**Objet: Vote du compte de gestion - ass\_charentilly - DE\_2024\_018**

Le Conseil Municipal réuni sous la présidence de BOUIN Valerie

Après s'être fait présenter le budget unique de l'exercice 2023 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer :

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2022, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures :

1° Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023, y compris la journée complémentaire ;

2° Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2023 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires annexes ;

3° Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

- déclare que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2023, par le receveur, visé et certifié conforme, n'appelle ni observation ni réserve de sa part ;

**Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité de ses membres présents ou représentés :**

* **APPROUVE le compte de gestion tel que présenté ci- dessus ;**
* **AUTORISE madame le Maire à signer tout document se référant à ce dossier.**

**Objet: Vote du compte administratif - ass\_charentilly - DE\_2024\_019**

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21 relatifs à la désignation d’un président autre que le maire pour présider au vote du compte administratif et aux modalités de scrutin pour les votes de délibérations,

**Considérant** que monsieur Ghislain GUYON, 1er adjoint, a été désigné pour présider la séance lors de l’adoption du compte administratif,

**Considérant** que madame Valérie BOUIN, Maire, s’est retirée et a quitté la salle pour laisser la présidence à monsieur Ghislain GUYON pour le vote du compte administratif.

**Monsieur Ghislain GUYON** explique le détail du compte administratif de l’exercice 2023 du Budget Principal Assainissement n°62402 dressé par l’ordonnateur, chapitre par chapitre et fonction par fonction tel que suit :

délibérant sur le compte administratif de l'exercice 2023 dressé par BOUIN Valerie après s'être fait présenter le budget primitif, et les décisions modificatives de l'exercice considéré,

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Investissement** | | **Fonctionnement** | | **Ensemble** | |
| **Libellé** | Dépenses ou Déficit | Recettes ou Excédent | Dépenses ou Déficit | Recettes ou Excédent | Dépenses ou Déficit | Recettes ou Excédent |
| Résultats reportés |  | 126 722.01 |  | 5 248.93 |  | 131 970.94 |
| Opérations exercice | 56 799.97 | 77 069.00 | 153 787.42 | 174 005.66 | 210 587.39 | 251 074.66 |
| Total | 56 799.97 | 203 791.01 | 153 787.42 | 179 254.59 | 210 587.39 | 383 045.60 |
| Résultat de clôture |  | 146 991.04 |  | 25 467.17 |  | 172 458.21 |
| Restes à réaliser |  |  |  |  |  |  |
| Total cumulé |  | 146 991.04 |  | 25 467.17 |  | 172 458.21 |
| Résultat définitif |  | 146 991.04 |  | 25 467.17 |  | 172 458.21 |

2. Constate, pour la comptabilité principale, les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

**Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité de ses membres présents ou représentés :**

* **APPROUVE le compte administratif tel que présenté ci- dessus ;**

**Objet: Affectation du résultat de fonctionnement - ass\_charentilly - DE\_2024\_020**

Le Conseil Municipal réuni sous la présidence de BOUIN Valerie

- après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice

- statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice

- constatant que le compte administratif fait apparaître un :

**excédent de 25 467.17**

décide d'affecter le résultat de fonctionnement comme suit :

|  |  |
| --- | --- |
| **Pour Mémoire** |  |
| Déficit antérieur reporté (report à nouveau - débiteur) |  |
| Excédent antérieur reporté (report à nouveau - créditeur) | 5 248.93 |
| Virement à la section d'investissement (pour mémoire) |  |
| **RESULTAT DE L'EXERCICE :** |  |
| **EXCEDENT** | **20 218.24** |
| **Résultat cumulé au 31/12/2023** | **25 467.17** |
| **A.EXCEDENT AU 31/12/2023** | **25 467.17** |
| Afffectation obligatoire |  |
| \* A l'apurement du déficit (report à nouveau - débiteur) |  |
|  |  |
| Déficit résiduel à reporter |  |
| à la couverture du besoin de financement de la section d'inv. compte 1068 |  |
| Solde disponible affecté comme suit: |  |
| \* Affectation complémentaire en réserves (compte 1068) |  |
| \* Affectation à l'excédent reporté (report à nouveau - créditeur - lg 002) | 25 467.17 |
| **B.DEFICIT AU 31/12/2023** |  |
| Déficit résiduel à reporter - budget primitif |  |

**Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité de ses membres présents ou représentés :**

* **APPROUVE l'affectation de résultat tel que présenté ci -dessus ;**
* **AUTORISE madame le Maire à signer tout document se référant à ce dossier.**

**Objet: adoption du budget N°62402-ASSAINISSEMENT - DE\_2024\_021**

Suite à la commission des finances qui s'est tenue le 08 février 2024

Considérant que les documents préparatoires au budget ont été envoyés aux conseillers municipaux le 14 mars 2024

**Considérant** qu’il convient que l’Assemblée délibérante effectue le choix du niveau de vote (chapitre, article, opération) préalablement à l’adoption du Budget,

**Entendu le rapport de Madame le Maire,**

**Le Conseil Municipal, , après en avoir délibéré, à l'unanimitéde ses membres présents ou représentés,**

* **Décide du vote au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement, au niveau du chapitre pour la section d’investissement,**
* **avec les chapitres « opérations d’équipement »,**
* **sans vote formel sur chacun des chapitres,**

**Adopte le Budget SCE Assainissement prévisionnel n° 62402, tel que proposé, équilibré, pour l’exercice 2024 tel que suit :**

* + **Section de Fonctionnement :**
    - **Dépenses :209 244.14 €**
    - **Recettes : 209 244.14 €**
  + **Section d'Investissement :**
    - **Dépenses : 224 041.46€**
    - **Recettes : 224 041.46€**

**Objet: Vote du compte de gestion -BOULANGERIE - DE\_2024\_022**

Le Conseil Municipal réuni sous la présidence de BOUIN Valerie

Après s'être fait présenter le budget unique de l'exercice 2023 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer :

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2022, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures :

1° Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023, y compris la journée complémentaire ;

2° Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2023 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires annexes ;

3° Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

- déclare que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2023, par le receveur, visé et certifié conforme, n'appelle ni observation ni réserve de sa part ;

**Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité de ses membres présents ou représentés :**

* **APPROUVE le compte de gestion tel que présenté ci- dessus ;**
* **AUTORISE madame le Maire à signer tout document se référant à ce dossier.**

**Objet: Vote du compte administratif - boulangerie - DE\_2024\_023**

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21 relatifs à la désignation d’un président autre que le maire pour présider au vote du compte administratif et aux modalités de scrutin pour les votes de délibérations,

**Considérant** que monsieur Ghislain GUYON, 1er adjoint, a été désigné pour présider la séance lors de l’adoption du compte administratif,

**Considérant** que madame Valérie BOUIN, Maire, s’est retirée et a quitté la salle pour laisser la présidence à monsieur Ghislain GUYON pour le vote du compte administratif.

**Monsieur Ghislain GUYON** explique le détail du compte administratif de l’exercice 2023 du Budget Principal BOULANGERIE n°62404 dressé par l’ordonnateur, chapitre par chapitre et fonction par fonction tel que suit :

délibérant sur le compte administratif de l'exercice 2023 dressé par BOUIN Valerie après s'être fait présenter le budget primitif, et les décisions modificatives de l'exercice considéré,

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Investissement** | | **Fonctionnement** | | **Ensemble** | |
| **Libellé** | Dépenses ou Déficit | Recettes ou Excédent | Dépenses ou Déficit | Recettes ou Excédent | Dépenses ou Déficit | Recettes ou Excédent |
| Résultats reportés | 2 561.12 |  |  | 2 506.56 | 2 561.12 | 2 506.56 |
| Opérations exercice | 2 670.79 | 2 561.12 | 2 018.55 | 5 158.44 | 4 689.34 | 7 719.56 |
| Total | 5 231.91 | 2 561.12 | 2 018.55 | 7 665.00 | 7 250.46 | 10 226.12 |
| Résultat de clôture | 2 670.79 |  |  | 5 646.45 |  | 2 975.66 |
| Restes à réaliser |  |  |  |  |  |  |
| Total cumulé | 2 670.79 |  |  | 5 646.45 |  | 2 975.66 |
| Résultat définitif | 2 670.79 |  |  | 5 646.45 |  | 2 975.66 |

2. Constate, pour la comptabilité principale, les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

**Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité de ses membres présents ou représentés :**

* **APPROUVE le compte administratif tel que présenté ci- dessus ;**

**Objet: Affectation du résultat de fonctionnement - boulangerie - DE\_2024\_024**

Le Conseil Municipal réuni sous la présidence de BOUIN Valerie

- après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice

- statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice

- constatant que le compte administratif fait apparaître un :

**excédent de 5 646.45**

décide d'affecter le résultat de fonctionnement comme suit :

|  |  |
| --- | --- |
| **Pour Mémoire** |  |
| Déficit antérieur reporté (report à nouveau - débiteur) |  |
| Excédent antérieur reporté (report à nouveau - créditeur) | 2 506.56 |
| Virement à la section d'investissement (pour mémoire) | 6 725.35 |
| **RESULTAT DE L'EXERCICE :** |  |
| **EXCEDENT** | **3 139.89** |
| **Résultat cumulé au 31/12/2023** | **5 646.45** |
| **A.EXCEDENT AU 31/12/2023** | **5 646.45** |
| Affectation obligatoire |  |
| \* A l'apurement du déficit (report à nouveau - débiteur) |  |
|  |  |
| Déficit résiduel à reporter |  |
| à la couverture du besoin de financement de la section d'inv. compte 1068 | 2 670.79 |
| Solde disponible affecté comme suit: |  |
| \* Affectation complémentaire en réserves (compte 1068) |  |
| \* Affectation à l'excédent reporté (report à nouveau - créditeur - lg 002) | 2 975.66 |
| **B.DEFICIT AU 31/12/2023** |  |
| Déficit résiduel à reporter - budget primitif |  |

**Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité de ses membres présents ou représentés :**

* **APPROUVE l'affectation de résultat tel que présenté ci-dessus ;**
* **AUTORISE madame le Maire à signer tout document se référant à ce dossier.**

**Objet: Adoption du budget 2024 N°62404-BOULANGERIE - DE\_2024\_025**

Suite à la commission des finances qui s'est tenue le 08 février 2024

Considérant que les documents préparatoires au budget ont été envoyés aux conseillers municipaux le 14 mars 2024

**Considérant** qu’il convient que l’Assemblée délibérante effectue le choix du niveau de vote (chapitre, article, opération) préalablement à l’adoption du Budget,

**Entendu le rapport de Madame le Maire,**

**Le Conseil Municipal, , après en avoir délibéré, à la majorité de ses membres présents ou représentés (2 abstentions de M. Jacques BOULLENGER et M. Jacques MOTARD),**

* **Décide du vote au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement, au niveau du chapitre pour la section d’investissement,**
* **avec les chapitres « opérations d’équipement »,**
* **sans vote formel sur chacun des chapitres,**
* **Adopte le Budget Primitif Boulang Patisserie Charentilly n°62404, tel que proposé, pour l’exercice 2024 :**
  + **Section de Fonctionnement :**
    - **Dépenses : 8134.10 €**
    - **Recettes :8134.10 €**
  + **Section d' Investissement :**
    - **Dépenses : 5455.93 €**
    - **Recettes : 5455.93 €**

**Objet: Fixation du tarif pour le repas des ainés - DE\_2024\_026BIS**

Considérant que le repas amical annuel des Ainés est réservé à tout habitant de la commune de plus de 75 ans.

Que le repas est un moment de convivialité réunissant les ainés, ce moment comprend un repas et un spectacle ou animation.

Que les Ainés ont possibilité d’inviter des personnes de moins de 75 ans et/ou extérieures à la commune, charges aux invités de régler leur repas

Le Conseil municipal, à l'unanimitéde ses membres présents ou représentés, décide :

* de fixer le tarif pour les invités des ainés à 30€.
* Autorise Madame le Maire à signer tous documents se rapportant à ce dossier.

**Objet: Adressage - DE\_2024\_027BIS**

Adressage : rejet du recours gracieux du 6 janvier 2024

Madame le Maire expose que par un recours gracieux en date du 6 janvier 2024 et dont il est accusé réception le 12 janvier 2024 et communiqué aux membres du Conseil municipal, Mesdames et Messieurs DUPIC, POUGET, LAMY, MORLONG, HOUGRON, MARTIN, BOURBONNAIS et LE NIR, demandent au Conseil municipal d’abroger sa délibération n° DE\_2022\_033 du 19 avril 2022 portant dénomination des voies de la Commune de Charentilly.

Madame le Maire, après avoir rappelé les dispositions des articles L. 2121-29 et L. 2121-30 du code général des collectivités territoriales, revient sur les difficultés d’adressages et notamment d’homonymie identifiées par la Commune de Charentilly de nature à faire obstacle à la localisation des habitations par les services de secours et à la distribution des correspondances par les services postaux, ainsi que sur la nécessité de faire bénéficier les habitants de la Commune d’un adressage clair pour permettre le raccordement à la fibre optique.

Elle rappelle les conclusions de l’audit de La Poste annexé à la délibération n° DE\_2022\_033 du 19 avril 2022.

Après avoir rappelé au Conseil municipal le périmètre de la décision de dénomination prise par la délibération contestée, Madame le Maire insiste sur l’intérêt général qui s’attache à la mise en place d’un adressage lisible et cohérent non seulement sur le territoire de la Commune, mais également exempt d’homonymie avec les communes voisines portant le même code postal.

Madame le Maire relève en particulier qu’une homonymie approchante sur le territoire de la Commune avait été relevée par La Poste entre l’allée des Poiriers et la rue du Clos des Poiriers, ainsi qu’une homonymie avec une rue des Poiriers localisée sur le territoire de la Commune de La Membrolle-Sur-Choisille, laquelle porte le même code postal que celui de la Commune de Charentilly (37390).

**Après avoir entendu l’exposé de Madame le Maire,**

**Et après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimitéde ses membres présents ou représentés :**

**REJETTE le recours gracieux du 6 janvier 2024**

**DONNE MANDAT à Madame le Maire pour procéder à l’exécution de la présente décision**

**RAPPELLE que la présente délibération peut faire l’objet d’un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification**

**Objet: modification du tableau des effectifs - DE\_2024\_028BIS**

**Vu le code général des collectivités territoriales**

**Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires**

**Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale**

**Conformément** à l’article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l’organe délibérant de la collectivité ou de l’établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipalde fixer l’effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaire au fonctionnement des services.

Considérant la création d'un poste administratif à temps non complet pour l'agence postale communale

Considérant les départs suite à mutation de l'année 2023 qui ont nécessité des remplacements,

**Madame le Maire propose à l’assemblée,**

D’adopter le tableau des emplois suivant :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Service** | **Filière** | **Grade/Emploi** | **Temps de travail** | **Postes pourvus ou à pourvoir** | **Postes fermés ou à fermer** |
| Administratif | Administrative | Adjoint administratif | 14/35ème | 1 |  |
| Administratif | Administrative | Rédacteur principal 2ème classe | 35/35ème | 1 |  |
| Administratif | Administrative | Adjoint administratif principal de 2ème classe | 35/35ème |  | 1 |
| Administratif | Administrative | Adjoint administratif principal de 1er classe | 35/35ème | 1 |  |
| Technique affecté à l’école et entretien ménage des bâtiments communaux | Technique | Adjoint technique de 2ème classe | 35/35ème | 1 |  |
| Technique affecté à l’école et entretien ménage des bâtiments communaux | Technique | Adjoint technique principal de 1er classe | 35/35ème | 1 |  |
| Technique affecté à l’école et entretien ménage des bâtiments communaux | Technique | Adjoint technique principal de 2ème classe | 35/35ème |  | 1 |
| Technique | Technique | Adjoint technique de 2ème classe | 35/35ème | 1 |  |
| Technique | Technique | Adjoint technique de 2ème classe | 35/35ème | 1  **au 01/04/2024** |  |
| **Technique** | **Technique** | **Adjoint technique de 2ème classe** | **35/35ème** | **1** |  |
| Medico-sociale | Medico-social | Agent spécialisé des écoles maternelles principal de 1er classe | 35/35ème | 1 |  |

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité de ses membres présents ou représentés :**

* **DECIDE d’adopter le tableau des emplois ainsi proposé qui prendra effet à compter du 01/04/2024**
* **PRECISE que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans ces emplois seront inscrits au budget Commune de Charentilly n°624000 *;***
* **AUTORISE madame le Maire ou ses représentants à signer tout document se rapportant à ce dossier.**

**Objet: demande de dérogation pour l'organisation de la semaine scolaire sur 4 jours - DE\_2024\_029BIS**

**VU** l’article L2121-29 du Code général des collectivités territoriales ;

**VU** le courrier de Monsieur l’Inspecteur d'Académie, Directeur académique des Services de l'Éducation Nationale d'Indre-et-Loire en date du 6 novembre 2020 reçu le 04 décembre 2023 en Mairie ;

**Vu** le Décret n°2013-77 du 24 janvier 2013 paru au JO du 26 janvier 2013 ;

**Vu l**e Décret n°2017-1108 du 27 juin 2017 paru au JO du 28 juin 2017 ;

**Vu** le Décret n° 2020-632 du 25 mai 2020 paru au JO du 27 mai 2020 ;

**Madame le Maire expose:**

* **Que** le décret n°2017-1108 du 27 juin 2017 relatif aux dérogations à l'organisation de la semaine scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires publiques permet, sur proposition conjointe d'une commune ou d'un établissement public de coopération intercommunale et d'un ou plusieurs conseils d'école, d'autoriser des adaptations à l'organisation de la semaine scolaire ayant pour effet de répartir les heures hebdomadaires d'enseignement sur 8 demi-journées réparties sur 4 jours ;
* **Qu'il avait été décidé lors de la séance du conseil municipal en date du 30 juin 2017 la réorganisation du temps scolaire de l'école** de la commune de Charentilly sur 4 jours comme suit :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **HORAIRES MATIN** | | **HORAIRES APRÈS-MIDI** | |
| **ENTRÉE** | **SORTIE** | **ENTRÉE** | **SORTIE** |
| LUNDI | 8h30 | 12h00 | 13h45 | 16h15 |
| MARDI | 8h30 | 12h00 | 13h45 | 16h15 |
| JEUDI | 8h30 | 12h00 | 13h45 | 16h15 |
| VENDREDI | 8h30 | 12h00 | 13h45 | 16h15 |

* **Que** l’accueil et la prise en charge des élèves par l’Education Nationale se déroulent 10 minutes avant le début des cours, soit 8h20 par les enseignantes ;
* **Que** la dérogation que la commune de Charentilly avait obtenue arrive à échéance à la prochaine rentrée scolaire de 2024-2025
* **Que** dans le cadre de la préparation de la rentrée scolaire de septembre 2024, la Commune de CHARENTILLY souhaite demander le renouvellement de la dérogation relative aux rythmes scolaires avec une organisation sur 4 jours ;
* **Que** cette demande de renouvellement de la dérogation fait suite à une consultation du Conseil d’Ecole réuni en date du 19 mars 2024
* **Que** le renouvellement de la dérogation pour la rentrée de 2024-2025 a été validé à l’unanimité, par le vote du Conseil d’école en date du 19 mars 2024 ;
* **Que** par courrier en date du 29 novembre 2023, Monsieur Inspecteur d'Académie, Directeur académique des Services de l'Éducation Nationale d'Indre-et-Loire demande à la commune de Charentilly de confirmer le renouvellement de la dérogation pour les 3 années à venir ;

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, *à* l'unanimité de ses membres présents ou représentés,**

* **APPROUVE** le renouvellement de la dérogation concernant l’organisation du temps scolaire de l'école de Charentilly applicable dès la rentrée scolaire 2024/2025 et ce pour les 3 années à venir ;

* **AUTORISE** Madame le Maire ou son représentant à signer tout document se rapportant à ce dossier.

**Objet: Protection sociale complémentaire- accord de principe de convention groupée de participation avec le CDG37 - DE\_2024\_030BIS**

**PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE – RISQUES PREVOYANCE ET SANTE**

Les employeurs publics territoriaux doivent contribuer au financement des garanties d’assurance de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'ils emploient souscrivent pour couvrir :

* Les risques santé : frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident,
* Les risques prévoyance : incapacité de travail, invalidité, inaptitude ou de décès.

Cette participation deviendra obligatoire pour :

* Les risques prévoyance à effet du 1er janvier 2025.
* Le montant minimal s’élève à 7€ brut mensuel (article 2 du décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement),

Ce montant serait porté à 50% au minimum de la cotisation à payer par l’agent dans le cas de la souscription d’un contrat collectif à adhésion obligatoire selon les termes de l’accord collectif national du 11 juillet 2023, sous réserve de la conclusion d’un accord collectif. Ce nouveau régime nécessite une transposition normative nécessaire. Le contrat collectif d’assurance est souscrit à l’issue d’un appel à concurrence réalisé soit par l’employeur, **soit par le centre de gestion du ressort de l’employeur**,

* Les garanties minimales éligibles à la participation de l’employeur sont l’incapacité de travail et l’invalidité pour 90% du salaire net,
* Les risques santé à effet du 1er janvier 2026.
* Le montant minimal s’élève à 15€ brut mensuel (article 6 du décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement),
* Les garanties minimales éligibles à la participation de l’employeur doivent être proposées selon le mode de contractualisation à définir par employeur : contrat individuel d’assurance labellisé, ou contrat collectif d’assurance à adhésion facultative - ou obligatoire - souscrit dans le cadre d’une convention de participation. Cette convention est conclue, à l'issue d'une procédure d'appel à concurrence, avec un organisme d'assurance soit par l’employeur, **soit par le centre de gestion du ressort de l’employeur**.

Le Conseil,

Vu les articles L 827-1 et suivants du code général de la fonction publique relatifs à la protection sociale complémentaire,

Vu les articles L 221-1 et suivants du code général de la fonction publique relatifs à la négociation et accords collectifs,

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents et les quatre arrêtés d’application du 8 novembre 2011,

Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,

Vu l’avis favorable du comité social territorial du 19 mars 2024 pris sur la base de l’article 4 du décret n°2011-1474 précité,

Après en avoir délibéré,

**Décide**

* **Risque prévoyance**
* De retenir la procédure de la convention de participation, avec son contrat d’assurance collective à adhésion facultative des employeurs et à adhésion facultative des agents, pour un effet des garanties au 1er janvier 2025. La procédure retenue est déclinée comme suit
  + Participation au dispositif proposé par le Centre de Gestion d’Indre-et-Loire en vue de sélectionner un organisme d’assurance,
* De proposer de verser une participation mensuelle brute par agent :
  + Selon une fourchette comprise entre 7€ et 8 €.
  + La participation sera confirmée par délibération prise en application de l’article 18 du décret n°2011-1474, soit après connaissance de l’offre de l’organisme d’assurance qui sera classé n°1 à l’issue de l’analyse des offres,
* D’autoriser Madame le Maire à effectuer tout acte en conséquence.
* **Risque santé**
* De retenir la procédure de la convention de participation, avec son contrat d’assurance collective à adhésion facultative des employeurs et à adhésion facultative des agents, pour un effet des garanties au 1e janvier 2026. La procédure retenue est déclinée comme suit :
* Participation au dispositif proposé par le Centre de Gestion d’Indre-et-Loire en vue de sélectionner un organisme d’assurance,
* De proposer de verser une participation mensuelle brute par agent :
  + de 15€
  + La participation sera confirmée par délibération prise en application de l’article 18 du décret n°2011-1474, soit après connaissance de l’offre de l’organisme d’assurance qui sera classé n°1 à l’issue de l’analyse des offres,

D’autoriser Madame le Maire pour effectuer tout acte en conséquence.

**Questions diverses :**

- Avec l'allongement des journées, il serait intéressant de voir à économiser l'énergie en n'allumant pas les lumières du stade tant qu'il fait jour, dans la mesure où les consignes de sécurité des enfants sont respectées

- La tenue du bureau de vote des élections européennes sera le dimanche 9 juin de 8h à 18h.

Date du prochain conseil : mardi 16 avril à 19h

Fin du Conseil : 20h45